Extrait du El Correo

http://www.elcorreo.eu.org/Securite-en-Venezuela-politique-d-Etat-ou-manipulation-politique

Sécurité en Venezuela : politique d'État ou manipulation politique ?

- Les Cousins - Venezuela -

Date de mise en ligne : jeudi 24 novembre 2011

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

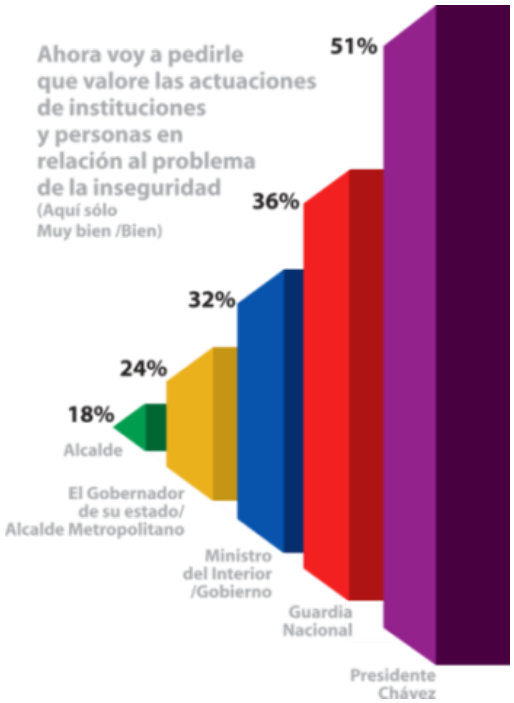
Nous avons vu dans des articles antérieurs comment la manipulation politique du thème de l'insécurité tentait de faire de l'augmentation des homicides un des éléments propre du processus de la Révolution Bolivarienne ; au contraire, nous voyons que la violence a augmenté de manière dramatique durant les cycles antérieurs où l'opposition actuelle était au pouvoir.

Selon des données du *Centre d'Etudes pour la Paix* de l'UCV (université Centrale du Vénézuéla), durant la décennie des 90, le taux d'homicide par 100.000 habitant a augmenté de 153%, passant de 13 homicides par 100.000 habitants en 1991 à 33 homicides par 100.000 habitants en 2000.

Le jeu politique de la manipulation consiste à séparer le phénomène de son développement historique ; le problème de l'insécurité, comme l'indiquent les donnée antérieures, est un phénomène social qui prend racine sous les gouvernements de la quatrième République de la fin des années 80 et de la décennie des 90. L'insécurité est le produit de la rupture de liens basiques de socialisation au sein de la famille. Famille déstructurée qui est un produit de la politique néolibérale d'ajustement et l'élimination des politiques sociales qui a condamné nombre d'entre elles à la pauvreté ou l'extrême pauvreté.

Comme conséquence de ces politiques néolibérales, émerge alors un nouveau protagonisme juvénil au moyen de la violence et la visibilisation d'expression délictuelle, qui ne sont rien d'autre que la matérialisation de la perte de futur et d'espérance, en particulier pour les secteurs D et E.

La manipulation consiste également à construire un sentiment social de chaos et de danger dont la responsabilité, tant de son apparition que de sa résolution, incomberait uniquement au gouvernement national. L'opposition se présente dès lors comme la seule pouvant apporter une solution, comme la salvatrice. Mais cette tentative se heurte au fait que la citoyenneté dans sa majorité, qui reconnait l'insécurité comme principal problème du pays, pense que chacun doit contribuer à sa solution ; de la même manière, l'institution la mieux reconnue pour son action face au problème de sécurité est celle du Président Chavez, avec 51% d'avis favorables.

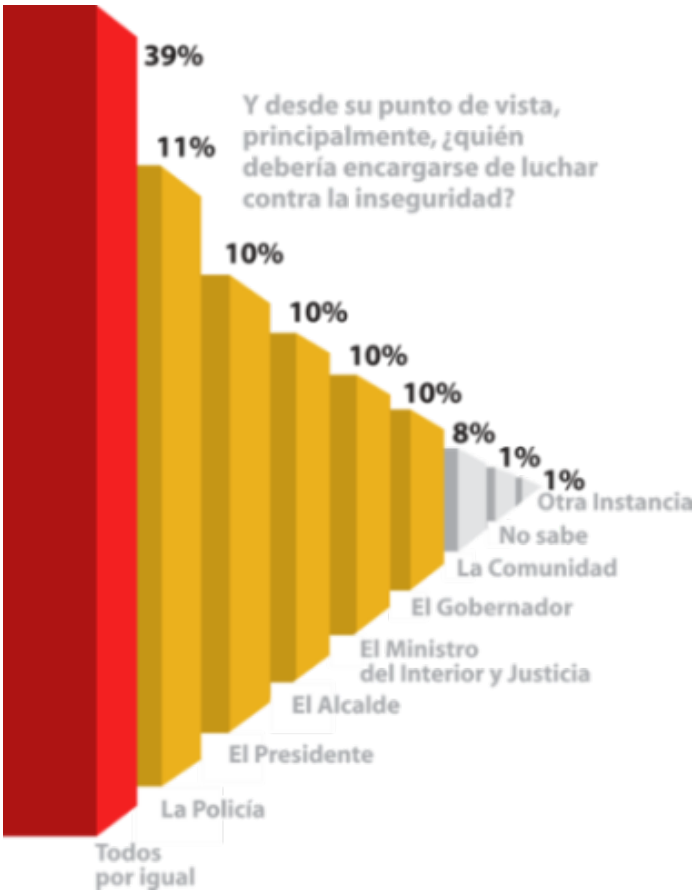


Copyright © El Correo

L'opinion citoyenne exprime la volonté d'une approche critique, qui devrait être comprise par toutes les tendances politiques, à savoir que l'insécurité n'est pas un thème qui doit être utilisé comme tremplin ou comme arme politique ; l'insécurité étant un incendie dans lequel nous pouvons tous nous brûler.

Concernant les manoeuvres de différents acteurs politiques qui se présentent comme porteurs d'une alternative au problème de l'insécurité, il nous semble important de relever comment ils tentent d'effacer les preuves de leur mauvaises gestion du problème lorsqu'ils étaient au gouvernement, ou de faire oublier qu'ils gouvernent et son responsables de l'insécurité dans différents états ou communes.

Une observation des communes comme Baruta et Chacao et de deux états comme Nueva Esparta et Zulia, où l'opposition est au pouvoir depuis près de 10 ans, remet en question leur supposée expertise pour contenir la violence. Un rapide regard sur les statistiques nous permet de conclure que le taux d'homicide a augmenté dans ces territoires entre 2000 et 2008, tandis qu'il baissait dans des communes comme Libertador qui sont gouvernées par le chavisme.



En se présentant comme alternative, l'opposition vénézuelienne a présenté sa proposition de sécurité dénommée "Tout le nouveau gouvernement contre la criminalité, la violence et l'impunité", en mettant en avant la figure de Lolita Aniyar de Castro, criminologue reconnue sur le plan international, en tant que responsable de leur groupe d'experts. Cependant, leur proposition reprend les bases du processus de la CONAREPOL et du Système National de Police (initiatives de l´actuel gouvernement), sans reconnaitre ni valoriser les efforts qu'ils représentent. Au contraire, l'opposition les minimisent et les stigmatisent comme étant un processus politisés.

Il faut relever le fait qu'en tant que gouverneure de l'état de Zulia, la Docteure Lolita Aniyar n'a rien fait pour contenir les hauts indices de délits au niveau national qui ont atteint 1276 en 1993 et 1270 en 1994 : les deux années avec

Copyright © El Correo

les taux de délits les plus élevés de l'histoire contemporaine du Vénézuela ; Elle ne l'a pas fait non plus avec les taux nationaux d'homicides qui sont passés de 8 homicides pour 100.000 habitants en 1986 à 21 homicides pour 100.000 habitants en 1995. De même, le taux de délits atteignait 829 en 1995 dans l'état de Zulia (le taux le plus haut de la période 1995-2009).

La réflexion que nous avons développée dans cet article, ne prétend pas minimiser l'ampleur de l'insécurité aujourd'hui au Vénézuela ni la complexité multifactorielle du problème ; par contre, nous prétendons démasquer les manipulations et inviter tous les acteurs nationaux à penser conjointement le problème et les solutions alternatives pour y faire face.

Une révolution qui a réussi en 12 ans à améliorer significativement la qualité de vie de sa population, en particulier de ses secteurs les moins favorisés, a comme défi primordial d'apporter des solutions structurelles à cette spirale de violence héritée de la quatrième République. Pour cela, il est nécessaire de :

1. Construire un plan national de sécurité citoyenne comme accord national dans lequel tous les secteurs de la vie nationale participent.

2. Transformer et optimiser le fonctionnement de tout le système de justice pénale : investigation (CICPC), accusation (FISCALIA) et jugement (TSJ). Il est essentiel de contenir le sentiment d'impunité aujourd'hui très présent dans la société vénézuelienne.

3. Rendre réellement cohérentes vis-à-vis des standards du nouveau système policier toutes les politiques régionales et communales créées de manière anarchique sous la quatrième République.

4. Construire une politique qui vise à l'éradication des circuits existant de violence territoriale dans de vastes secteurs de la société vénézuélienne, en cherchant à privilégier auprès des jeunes de ces secteurs, la substitution d'une symbologie de la violence et du consumérisme d'aujourd'hui par une nouvelle symbologie basée sur l'espérance, l'auto-estime et la solidarité.

Comparativo de Tasa de homicidios por municipios

	2000	2001a	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Chacao	15	16	36	32	22	14	28	21	24
Baruta	5	13	20	22	16	18	17	21	24
Libertador	83	68	91	97	55	56	57	76	73

Fuente: PROVEA

Comparativo de Tasa de homicidios por Estados

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Nueva Esparta	21	20	19	17	23	17	27	38	53
Zulia	23	27	30	36	29	31	38	38	40

Fuente: PROVEA

Copyright © El Correo

Cette tâche concerne tout le monde, d'autant plus que l'insécurité et la violence, surgit en Amérique latine à la fin des années 80 comme conséquences des mesures d'ajustement qui ont détruit le fragile contrat social en vigueur à l'époque, dépassent aujourd'hui le cadre national et se placent comme un problème propre aux sociétés et processus d'urbanisation du tiers monde, dans le cadre des nouvelles typologies du crime organisé global.

Jesse Chacón Directeur GISXXI

Source : **GISXXI**

Traduction : Sebastian Franco pour www.larevolucionvive.org.ve

Société Bolivarienne du Québec, novembre 2011

Copyright © El Correo